

CABINET DU PRESIDENT

4 décembre 1995

COMMUNIQUE N° 36

Du bilan du sommet des chefs d'Etats de la région des Grands Lacs réunis au Caire sous l'égide de l'ancien Président des Etats Unis, M. Jimmy Carter, il ressort qu'une des deux parties belligérantes au Burundi n'a pas été conviée.

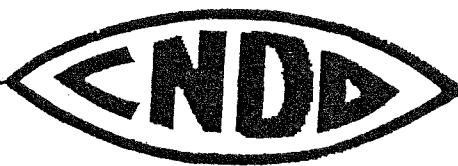
En effet, l'armée rebelle à la démocratie depuis le 21 octobre 1993 était représentée par son otage le Président a.i, M. NTIBANTUNGANYA Sylvestre, accompagné par le ministre de la Défense, le Lieutenant Colonel Firmin Sinzoyiheba, comme par hasard. Le Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) et les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) n'étaient pas représentées. Or, quand on veut se marier, il faut être à deux. Sinon, la montagne n'accouchera que d'une souri.

Au vu de la presse occidentale, en tout cas, la question burundaise a été escamotée. Les résolutions ne portent que sur le Rwanda. A moins que cette presse ne soit tombée dans son amalgame habituelle entre le Burundi et le Rwanda.

Quant à la question des réfugiés, là aussi on ne parle que des réfugiés rwandais, qui sont du reste, abusivement diabolisés. Pourtant, la Tanzanie héberge presque un million de réfugiés burundais. Auxquels il convient d'ajouter les trois cents mille réfugiés au Zaïre.

Qui plus est, on décide du sort des réfugiés en l'absence de leurs représentants.

Pire, on échaffaude des plans de rapatriement des réfugiés tout en évitant la cause de leur exil : l'insécurité et l'impunité qui règnent dans leur pays.



- 2 -

Faut-il rappeler que les trois mois de démocratie au Burundi en 1993 avaient entraîné un retour massif, spontané et donc peu coûteux des réfugiés burundais ? Pourquoi alors s'entêter dans la voie erronée de février dernier où s'est tenue une conférence régionale très coûteuse et sans issue ?

Au lieu de chercher midi à quatorze heures, il serait plus réaliste et honnête de la part de ceux qui, sincèrement, désirent le retour des réfugiés, de s'engager dans le sens de l'instauration de la démocratie au Rwanda et de la restauration de la démocratie au Burundi.

Ainsi, le mal burundais étant clairement différent de celui du Rwanda, il importe que ceux qui cherchent du bien pour le Burundi et le Rwanda s'attellent à organiser des conférences séparées et spécifiques pour chacun de ces pays afin d'éviter l'amalgame qui favorise les pêcheurs en eau trouble.

Quoi qu'il en soit, le CNDD et son Président, le Parlementaire Léonard NYANGOMA réaffirment leur volonté d'oeuvrer pour le rétablissement et la restauration de la paix au Burundi à travers le dialogue entre les différentes composantes tant ethniques que politiques de la société burundaise.

Cependant, le retour dans les casernes de l'armée gouvernementale en rébellion contre la démocratie au Burundi, est un préalable à l'ouverture des négociations entre belligérants.

Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO
Porte-Parole